

7 septembre 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN CLÔTURE DE LA 4ÈME RENCONTRE NATIONALE « ACTION CŒUR DE VILLE »

Mesdames, Messieurs les ministres,
Monsieur le Haut-Commissaire au Plan,
Madame la présidente de l'Agence nationale de la Cohésion des Territoires,
Chère Caroline CAYEUX,
Monsieur le Directeur Général,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les maires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les présidents et directeurs généraux de la Caisse des Dépôts et Consignations, de la Banque des Territoires, d'Action Logement, de l'Agence nationale de l'Habitat,
Madame la présidente de la Cité de l'architecture et du Patrimoine,

Mesdames et Messieurs, je suis très heureux d'être parmi vous cet après-midi dans cette galerie des moulages de la Cité de l'architecture et du patrimoine où sont mises à l'honneur statues, chapiteaux, portails, tous ces trésors patrimoniaux qui ont eu la chance de naître, comme quelques-uns d'entre nous dans cette salle, sont nés dans les villes de cathédrales, ou d'églises de notre France ou parfois a été ce qui a nourri notre quotidien et cet espace sensible de nos villes moyennes et au fond de nos villes et de nos villages français.

Il y a des moments où les discours sont difficiles quand on est président de la République. Il faut annoncer de mauvaises nouvelles, faire des choix. Il y a des moments où il faut l'écouter, où les discours sont faciles parce que les choses vont bien, qu'en temps voulu, les décisions ont été prises et qu'elles produisent des résultats. Je ne vais pas boudier mon plaisir, c'est plutôt le cas aujourd'hui. Et c'est plutôt le mérite de celles et ceux que j'ai devant moi et que je viens ici remercier et encourager. Et je le dis avec beaucoup de modestie, c'est ce pourquoi je tenais à clôturer cet événement et je tenais à le faire en sympathie profonde avec la tonalité de votre discours, car je m'y retrouve tout entier. Alors bien évidemment, les villes que vous représentez rassemblent plus du quart de la population française. Elles sont à l'origine d'une part importante de la production nationale, mais elles sont, et vous l'avez rappelé, au cœur du défi que vit notre nation. Ville hexagonale comme ultramarine, nos villes moyennes, comme on les appelle, ont été en effet bousculées durant les dernières décennies, d'abord par le défi économique.

Elles ont été bousculées, mais elles sont sources de promesses profondes. Le défi économique, je le disais parce que durant plusieurs décennies, nous avons privilégié un modèle de production et de consommation qui a progressivement vidé nos villes des petits commerçants, de plus en plus, des industries et de trop de commerces pour des zones périphériques qu'on avait longtemps préférées avec un modèle de consommation à bas coûts, des centres-villes. C'est ce que, quand je parcours notre territoire, je vois à vos côtés, les centres villes qui s'étaient progressivement vidés, avec du coup un modèle où il fallait faire de plus en plus de trajets pour aller travailler, où le beau avait quitté le centre-ville, où les frais étaient plus importants, où l'insécurité avait pu s'installer dans les lieux où les commerces avaient disparu et l'éclairage qui va avec et une forme d'environnement auquel nous étions collectivement attachés. Et pourtant, quand on regarde ce que vous avez rappelé, qui sort de la crise que nous sommes en train de finir de vivre, je l'espère comme vous. Mais la tendance profonde des dernières années, nos concitoyens aspirent tous à retrouver de la proximité, aspirent tous à limiter leurs trajets, aspirent tous à retrouver le sens du circuit-court, aspirent tous à retrouver le beau là où ils vivent. Et donc, tout concourt à réorganiser, repeupler, réarranger nos centres villes, nos centres bourgs, afin que les commerces et les petits commerces y reviennent cher Francis, cher Président PALOMBI, des libraires aux commerçants de bouche, afin d'y rebâtir l'attractivité indispensable pour pouvoir attirer des entreprises. Parce que si le centre-ville est plaisant, si on peut y habiter, on peut y attirer à nouveau des gradins, des employés qui permettront ensuite d'y attirer inmanquablement dans la périphérie les entreprises qui permettront de recréer aussi de l'emploi industriel. Et donc, on voit combien nos villes moyennes sont celles qui ont le plus souffert d'un modèle de production qui a vu progressivement notre industrie quitter le pays, d'un modèle de consommation qui a privilégié le bas coût et les centres commerciaux. Et combien il est au cœur

modèle de consommation qui a privilégié le bas coût et les centres commerciaux. Et combien il est au cœur d'un nouveau modèle que nous sommes en train de bâtir : économique, écologique, social et démographique.

Un territoire qui va mal, vous le savez infiniment mieux que moi, c'est un territoire où il n'y a plus de projet et où on perd de la population. Ce n'est pas vrai de dire que c'est un territoire qui est plus rural et plus urbain que d'autres. Je sais, des quartiers heureux et des villages heureux, mais ce sont généralement ceux où il y a encore des projets et où, chaque année, on gagne un peu de monde. Une ville, quelle que soit sa taille, qui commence à perdre des habitants, où des rues se vident. Ou on n'arrive plus à trouver qui que ce soit pour reprendre le pas de porte, où des appartements sont inoccupés, où le prix se faisant de l'immobilier chute. C'est une ville où les classes moyennes commencent à s'appauvrir. C'est une ville où il n'y a plus de projets, où des couples se disent : « Mon enfant ne pourra pas ici faire ses études » et où généralement, quand un conjoint trouve le travail, il dit : « Je ne vais pas venir ici parce que mon mari, ma femme, n'arrivera pas à trouver un emploi ». Et donc, le défi qui est le vôtre, en tant qu'élus, qui est le nôtre à tous, c'est d'accompagner cette transition qui va permettre à nos villes moyennes d'être au cœur de cette capacité à retisser la trame de notre pays. Et je pense que le moment que nous vivons est unique parce qu'il fait sens sur le plan économique, démographique, cher Haut-commissaire, et social au moment même où nos concitoyens peuvent y retrouver aussi du sens et un espace, en quelque sorte à portée de main, à portée d'humain.

En effet, c'est par vos villes qu'on pourra retrouver ce nouveau modèle commercial, je le disais, des circuits courts et de courtes distances. C'est par vos villes qu'on pourra lutter contre l'étalement urbain qui est, on le sait aujourd'hui, le pire ennemi de la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité. C'est par vos villes qu'on contribuera à concrétiser la part de réorganisation de notre territoire à la baisse des émissions de gaz à effet de serre, en développant les transports décarbonés, en rénovant thermiquement les logements. Je remercie ici la mobilisation d'ANAH, d'Action logement et tout ce qui est fait depuis ces derniers mois et ces dernières années, sur ce sujet. C'est par vos villes qu'on arrivera à apporter une réponse au défi du télétravail et du pouvoir d'achat, c'est-à-dire donner la possibilité de travailler, peut-être ce qui est une maison plus agréable parce qu'on est dans une ville où l'immobilier est moins cher et où on pourra aussi trouver la possibilité de faire face à ce qui était le coût subi d'un travail pour beaucoup de nos classes moyennes.

C'est par vos villes qu'on pourra lutter contre le fléau des logements insalubres, par vos villes qu'au détour d'un place, d'une rue commerçante, d'un évènement culturel, se retissera le beau dans notre beau dans notre pays. Et je le dis avec beaucoup de force dans ce lieu de culture. Et il n'y a pas de hasard. Ce sentiment de dépossession, de déprise que nous voyons dans beaucoup de nos villes, nos villages qui parfois fait douter et qui conduit de temps à autres aux pires projets politiques. Ce sentiment de dépossession, il va souvent avec la perte d'entreprise, la perte d'habitants, et le sentiment aussi que certains se disent : « Le beau n'est plus pour moi. Le beau n'est plus fait pour moi ». Et un enfant comme un adulte, lorsqu'on le fait vivre, qu'on le laisse vivre dans un endroit qui perd sa beauté, son identité, les traces de culture considèrent que la pleine dignité dans la République n'est pas pleinement reconnue. Et ce que vous faites au quotidien, c'est de restaurer justement la beauté d'un cadre de vie. Et je pense que c'est un projet éminemment politique. Et à cet égard, le partenariat que vous avez décidé de nouer avec la Cité pour justement échanger des œuvres, prêter des œuvres me paraît extrêmement important. C'est pourquoi, vous l'avez compris, ce projet, pour moi, correspond à des villes qu'on appelle moyennes mais qui sont grandes par leur vocation et leur histoire. Leur histoire, vous l'avez rappelé, nos villes moyennes sont la trame sensible de notre nation, elles sont ces espaces où, en particulier, les classes moyennes françaises où sont souvent bâties leur vie [coupure audio] les métropoles. Nous avons rebâti du commun. Et elles sont le lieu et j'en suis convaincu, nous arriverons à rebâtir aussi la réponse aux défis qui sont les nôtres : économique, sociale, écologique et politique.

Pour toutes ces raisons, je considère que le projet que vous portez collectivement, parce que vous en êtes les auteurs, est extrêmement important. Parce que le paradoxe est que ces villes si importantes ont longtemps été les grandes oubliées des politiques d'aménagement du territoire. Beaucoup a été pensé pour les métropoles depuis les métropoles d'équilibre de la DATAR jusqu'à la récente loi MAPTAM. Et les métropoles sont importantes. Je n'ai jamais fait partie de ceux qui, en quelque sorte, opposaient les territoires les uns aux autres. On a besoin d'une synergie entre nos territoires. Beaucoup a été fait aussi pour ce qu'on appelle souvent les banlieues politique de la ville, politique de rénovation urbaine que nous avons d'ailleurs accélérée, sur lesquelles nous avons réinvesti avec là aussi la mobilisation des acteurs que vous êtes et je vous en remercie sur le terrain, en particulier pour la rénovation du logement, pour la mobilisation de nos grands programmes de rénovation urbaine aux côtés de l'ANRU aussi. Et plus récemment, j'ai souhaité que la ruralité prenne également une place de choix dans les politiques publiques. Et le Gouvernement a lancé ainsi Mme la ministre, un ambitieux agenda rural aujourd'hui engagé à 80 %.

Pour les villes moyennes touchées par souvent le recul des services publics et où de manière lancinante ces dernières décennies, on avait des fermetures de casernes, d'hôpitaux, de tribunaux, de recul industriel, la dévitalisation des centres villes, la fermeture de nombreux commerces, cette déprise démographique que j'évoquais. Pour les villes moyennes aussi, il y avait donc urgence à agir. C'est ce que nous avons fait dès 2017 dans le cadre justement de cette nouvelle donne territoriale que nous avons initiée. Je veux saluer à cet égard l'engagement du ministre d'alors, Jacques MÉZARD, pour avoir avec son équipe, les initiateurs et les porteurs

de projet. Monsieur le préfet, merci aussi d'avoir avec votre équipe, conçu ce travail et d'être resté le directeur de ce projet au sein de la NCT. Puis, aux côtés de Jacqueline GOURAULT, vous avez su mener à bien ce projet où rien n'était écrit, je dois le dire, et les plus grands doutes présidés au début des travaux.

D'abord en désenclavant ces villes, par ce qui est pour elles une promesse incomparable, le numérique. Le plan très haut débit a ainsi permis de multiplier par 3 le nombre de prises fibre, ce qui nous place au premier rang européen. Je le dis et nous savons encore, tout ce qui est à conquérir en matière de numérique et de très haut débit mobile, le travail n'est pas terminé, madame la présidente, monsieur le directeur général, vous le savez ô combien. Et dans nos territoires les plus ruraux et dans certains territoires très urbains, nous avons encore de la fibre à déployer. Mais nous sommes aujourd'hui en particulier pour nos villes moyennes, le pays européen qui est le plus avancé par une accélération, une mobilisation de tous les acteurs. Vos villes en sont les principales bénéficiaires et je crois que c'est là aussi un préalable.

Mais au-delà, j'ai souhaité que soit lancé à Cahors un programme spécifique pour les villes moyennes que 40 ans d'aménagement du territoire n'avait jamais permis de faire émerger Action cœur de ville, avec une double volonté. La première : obtenir des résultats rapides, et donc éviter d'ajouter des strats, ce qu'on appelle souvent, les milles feuilles. C'est pourquoi nous avons privilégié l'agilité, la souplesse, le faire avec, en nous appuyant sur les structures existantes, les acteurs existants, l'Agence nationale de l'habitat, la Caisse des dépôts, un certain nombre de territoires, Action logement avec qui nous avons noué un pacte d'associé. La seconde a été de partir, non pas des idées de pari, non pas d'une planification de ce que devraient être les villes moyennes de demain, mais des territoires du terrain de vos projets. Si l'État a fixé quelques priorités : restructuration de l'habitat en centre-ville, transports, services publics, développement économique et commercial et mise en valeur du patrimoine et des espaces publics, ce sont les projets des élus, les aspirations des habitants qui ont donné le rythme. Au bilan, cette méthode radicalement nouvelle s'est révélée très efficace. Nous avons souvent des débats parce que nous aimons, en tant que grande nation politique, des débats théoriques. Nous avons souvent des débats sur la décentralisation dans notre pays. Nous continuerons, quelque chose me le dit, d'en avoir dans les prochains mois. Je constate de là où je suis depuis un peu plus de 4 années que ces débats ont su rarement régler beaucoup de choses. Je vous le dis avec beaucoup de sincérité parce que d'abord, nous avons très souvent, dans notre pays, confondu les compétences et les responsabilités. Tout le monde est volontaire pour prendre des compétences ; rares sont ceux qui sont volontaires pour prendre les responsabilités, qui vont avec. Et donc, on est prêts pour prendre les compétences et quand les choses vont mal, on en appelle à la responsabilité d'un autre, et c'est généralement l'État. Mais surtout, on passe de très, très longues heures, des milliers d'heures dans des débats parlementaires pour savoir comment on passera le couteau. Généralement, on le repasse tous les 5 ans. C'est pour ça que j'avais pris un engagement de stabilité pour savoir comment on partagera entre l'État et les collectivités ; ça n'est jamais la bonne découpe. La seule décentralisation qui compte, c'est celle des projets, c'est celle de l'efficacité, c'est celle que nos concitoyens voient. Je pense que vous avez réalisé collectivement le plus bel exercice de décentralisation et de déconcentration concrètes dont notre pays avait besoin. Bien loin de tous les débats et beaucoup plus utilement que si nous avions passé des milliers d'heures à débattre de savoir si le travail d'Action logement, de l'ANAH, de la Caisse des Dépôts devait aller à la région, au département ou à la Ville. Il ne faut pas poser cette question. On s'est posé la question de savoir comment on faisait des projets utiles pour les villes. Ça va beaucoup plus vite et je crois que ça rend les gens plus heureux. Au fond, vous vous êtes collectivement comportés comme des territoires à proprement parler unis, en l'espèce.

Cette méthode radicalement nouvelle, je le disais, a été efficace et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sur les 5 milliards d'euros mobilisés, plus de 3 milliards ont déjà été engagés, vous le rappeliez, Madame la présidente, et 2 milliards le seront dans les 15 mois à venir. Vous voyez la programmation. 6 000 actions lancées, 80 000 logements rénovés, la revitalisation commerciale amorcée et des revalorisations concrètes qui, pour vos habitants, sont tangibles, d'abord parce que des quartiers commencent à bouger, à changer ; des commerces commencent à revenir et le prix de l'immobilier commence à remonter. Ce qui est essentiel, on l'oublie trop souvent d'un point de vue patrimonial pour nos classes moyennes, parce que c'est ce qui permet de nourrir d'autres projets. Vous connaissez ici mieux que moi le détail de ces projets. Je ne veux pas ici tous les citer. À Bourg en Bresse, un ancien collège qui va être reconverti pour créer un lieu de vie et de commerce en centre-ville ; à Laval, un pôle culturel qui s'installe dans un ancien bâtiment du Crédit Foncier ; à Beauvais, chère Caroline, vous êtes en train de donner une nouvelle jeunesse à votre théâtre ; à Bastia, la requalification du Fort Lacroix, qui va permettre aux habitants et aux touristes de redécouvrir ce site exceptionnel ; à Libourne, Vernon, Moulin des remarquables promenades qui sont en train d'être réaménagées le long des cours d'eau ; à Dieppe, l'ancienne Halle aux tabacs qui accueille désormais un cinéma qui sublime le patrimoine industriel ; à Chartres, une cité de la cosmétique qui réunit grands groupes, startups et laboratoires de recherche autour de ce secteur clé pour l'avenir de la région, qui s'est créée ; à Château-Thierry, le Musée Jean de La Fontaine est en passe d'être rénové ; à Pointe-à-Pitre, des immeubles sont en train d'être réhabilités et rénovés pour une meilleure efficacité thermique ; au port, à La Réunion, un pôle d'échanges sera construit avec des transports plus propres et plus attractifs.

Je pourrais ainsi égrener des sujets très concrets qui changent la vie, la ville pour plus de progrès d'abord, parce que quand s'installent ces projets, ça change la vie, ça change la ville, ça change la région, ça change le pays, ça change la France, ça change l'Europe, ça change le monde.

parce que quand s'installent près de chez soi une gare de bus, une rue commerçante, c'est du progrès pour tout le monde. Et nous allons d'ailleurs poursuivre en ce sens grâce au Conservatoire national des arts et métiers qui s'est engagé à créer 100 espaces d'accès à la formation, Monsieur l'administrateur général, et il devient ainsi possible de se former sans se rendre dans une grande métropole. Je crois énormément à cet accès de progrès pour les villes moyennes. Nous sommes confrontés à une augmentation, et nous l'aurons encore pendant quelques années, de notre population étudiante : +50 000 étudiants par an, et chaque année en plus, ce qui veut dire qu'on aura 250 000 étudiants en plus de la tendance naturelle durant ce mandat. Bien souvent, les formations sont déjà saturées dans les métropoles où sont concentrées les filières universitaires traditionnelles, avec des étudiants, nous l'avons encore vu pendant la crise, pour qui les conditions de vie sont essentielles. Parce que la difficulté, au-delà des bourses, et notre pays est l'un des plus généreux à cet égard, et nous allons continuer d'améliorer le système, le vrai sujet est le coût de la vie et du logement. Nos villes moyennes sont une solution pour nos étudiants et leurs familles. Et nos villes moyennes sont une solution aujourd'hui, et si nous savons bien l'organiser c'est une solution pour le maintien de la population de demain. Parce que quand un étudiant peut faire le début de sa formation de médecine dans une ville moyenne, on commence à régler pour partie la question des déserts médicaux. Et quand on a commencé à établir sa vie pendant 4-5 ans dans une ville, généralement quand les choses suivent à peu près leurs cours, on y noue des amitiés, on y prend des habitudes d'adulte. Parfois, on y trouve l'amour et on s'y établit, en tout cas on commence à s'y établir. Pardon d'être si empirique, mais c'est comme ça que ça se passe. Si tout se passe à la métropole, il ne faut pas s'étonner si après on a du mal à faire revenir des étudiants qui, à 28-30 ans, ont déjà bâti leur vie dans la métropole. Et donc développer des filières universitaires et de formation dans nos villes moyennes est essentiel. Nous avons commencé à le faire avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Avec des antennes de nos métropoles, nous allons l'accélérer, et je remercie le CNAM de cette initiative sur les 100 espaces. On y retrouve de la fierté. Quand un pôle culturel s'ouvre qui accueille des artistes renommés, ça n'est pas simplement une place qui s'embellit, vous le savez aussi bien que moi, mieux que moi, c'est la fierté qui est retrouvée. Parce que le nom de la ville retrouve un rayonnement, une vocation, un sens. Et on retrouve la beauté que j'évoquais tout à l'heure parce que pour l'ensemble de ces opérations, c'est la réhabilitation du patrimoine, c'est le développement du beau que j'évoquais. Et c'est aussi pour cela que nous avons souhaité que ce programme trouve ses synergies avec notre politique de rénovation du patrimoine, la mission menée par Stéphane BERN et les projets du Loto du patrimoine.

Alors lorsqu'une politique publique fonctionne, lorsqu'un programme est plébiscité, non seulement par les élus de toutes sensibilités mais par les Françaises et les Français, là aussi, soyons pragmatiques, cherchons plutôt à l'étendre et le généraliser. Et ce qui a présidé au début des travaux, cet esprit collaboratif et pragmatique, nous allons le poursuivre. Au fond, cher Tony ESTANGUET, chercher à aller plus haut, plus loin, plus fort. C'est ce que nous avons fait depuis quatre ans. Alors d'abord en enrichissant "Action cœur de ville" avec de nouvelles mesures. Je pense au grand appel "Réinventons nos cœurs de ville" qui vise à attirer les investisseurs qui, parfois, hésitent à s'engager sur vos territoires. Nous allons donc aller plus loin avec ce programme qui va permettre d'avoir une vraie politique d'attractivité d'industries et de services et donc de création d'emplois dans les villes moyennes, en ayant là une politique volontariste pour convaincre les investisseurs français et étrangers de s'y installer. Je pense aussi au projet "Territoires pilotes en sobriété foncière" et aux 25 villes pionnières qui, dans l'esprit de la loi climat et résilience, ont choisi de s'engager dans un modèle de développement sans artificialisation des sols, avec des aides spécifiques.

Et je pense aussi au fonds Friches pour la réhabilitation des friches industrielles en milieu urbain. Je le dis parce que plusieurs d'entre vous m'avaient alerté, au gré de déplacements ou lors justement du grand débat. Nous voulons tous lutter contre l'artificialisation des sols, mais en même temps nous voulons tous développer nos territoires. Or il y a au milieu de nos territoires des friches qui d'abord créent des espaces, on le sait, inutilisés, empêchent souvent les villes de respirer, sont des fractures dans nos villes parfois conséquentes qui empêchent une bonne politique de transports, qui empêchent parfois une bonne politique de sécurité. Et reconquérir ces friches, c'est permettre de refaire fonctionner la ville, mais surtout de développer des projets sans artificialiser de nouveaux espaces. Simplement, on le sait, jusqu'alors, ces projets étaient bloqués par leur complexité et leur coup. Les acteurs industriels, souvent partis depuis longtemps, les collectivités rarement en capacité de payer ce qu'il fallait pour débloquer ces projets.

Le fonds Friches va ainsi permettre d'avancer beaucoup plus rapidement et beaucoup plus fort et je veux ici au-delà du doublement des financements qui viennent d'être décidés, 650 millions d'euros donc au total avec des appels à projet. Les premiers ont été faits en mai. Ils seront complétés par des appels à projets en octobre prochain et nous en avons décidé la pérennisation. Et donc, ce que je veux ici très clairement vous dire, en complément de tout ce que vous avez pu d'ores et déjà faire, c'est vous inviter à vous saisir de cet instrument. Le fonds Friches ayant des tickets qui vont de 100 000 euros jusqu'à plusieurs dizaines de millions d'euros. On le sait, pour certains, ils sont nécessaires, mais est indispensable pour votre capacité collective parfois à recoudre la ville, à recoudre l'urbain et apporter de nouveaux projets.

Ensuite, nous avons étendu la méthode partenariale expérimentée avec Action Cœur de ville à d'autres enjeux d'aménagement du territoire. Libourne centre avec le programme Petite ville de demain, vous avez rappelé, les bassins industriels avec le programme Territoires d'industrie et nous avons, avec la création des 2 500 France

Services, engagé un mouvement sans précédent de retour du service public dans la vie de nos concitoyens en cherchant à ce qu'il n'y ait plus un Français à plus de 30 minutes des services publics essentiels, mais en remettant de la présence physique plusieurs heures par jour dans des points fixes, à cette échelle qu'est le canton qui est une échelle, là aussi, sensible de l'aménagement de nos territoires, mais qui répond aux besoins de nos citoyens. Il est temps aujourd'hui d'aller plus loin. Le Premier ministre a annoncé le prolongement du programme Action cœur de ville jusqu'en 2026. Je demande à monsieur le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations de se mobiliser pour trouver les financements nécessaires, mais je veux déjà lui dire pleinement que nous serons au rendez-vous.

350 millions d'euros supplémentaires issus des fonds européens seront bien mobilisés pour renforcer les centralités dans les territoires dès l'année prochaine et pour contribuer au financement de ces projets. Je demande aussi à ce que les ministres de tutelle puissent avoir des discussions financières, ce qui permettra au directeur général de mener à bien ce projet. Je m'en porte garant. Nous voulons ensuite continuer de vous accompagner dans l'accueil des nombreux Français, de plus en plus nombreux, qui aspirent à s'installer dans les villes moyennes et que nous évoquions l'un et l'autre tout à l'heure. Ce qui suppose la création de lieux de travail adaptés. Le Premier ministre, à cet égard, a annoncé un effort sans précédent pour les tiers lieux qui en l'espace de 5 ans se sont imposés comme des incontournables. Cela suppose aussi des logements de qualité, non pas construits par l'étalement urbain, mais rénovés en cœur de ville.

Voilà aussi pourquoi nous avons décidé que le processus de défiscalisation pour les travaux de réhabilitation dit « Denormandie » a vocation à être prolongé au-delà de 2022, ce qui permettra à Action Logement, à l'ANAH de continuer à mener justement ses travaux, à trouver aussi des débouchés et à parachever ce qui a été enclenché avec beaucoup de force et merci de la mobilisation des finances ainsi faites. Les villes moyennes doivent être plus que des territoires d'accueil, des centres d'aménagement, de production, de décisions à part entière.

D'aménagement, c'est pourquoi je souhaite qu'on puisse aussi étendre cette même logique que nous avons eue pour Action cœur de ville à d'autres types de projets : aux quartiers, aux entrées de ville et aux zones de gares. Les élus que vous êtes, comme vos collègues qui parfois ne sont pas dans cette salle, on le sait, ont aussi besoin sur ces projets qui sont essentiels à la vie des villes moyennes, de pouvoir mener des projets ambitieux à leur main. Très souvent, nous faisons des choses, mais là aussi, les opérateurs le font avec une méthode qui est différente, moins efficace que celle que vous avez su collectivement adopter. Et si nous voulons que les élus que vous êtes puissent continuer de mener ces projets dans ces trois espaces essentiels pour la vie de nos villes moyennes : nos quartiers, nos entrées de ville et nos zones de gares, nous avons besoin d'adopter la même méthode et de libérer des financements comparables. Je souhaite donc que nous puissions, sur ces politiques d'aménagement, vous donner ces moyens.

Ensuite, les villes moyennes, je le disais, doivent être des territoires de production dans le cadre de France Relance, 100 manufactures de proximité vont prochainement être créées qui vont permettre aux artisans, aux entrepreneurs de bénéficier de facilités pour innover, produire et inventer. Et puis, elles doivent redevenir très souvent des lieux de décision. Décision pour nos entreprises. Plusieurs d'entre vous ont des entreprises familiales qui ont gardé leurs lieux de décision dans vos villes. Et il faut le reconnaître, à travers le temps, l'Etat a souvent éloigné la décision de vos villes. Et ce n'est pas un problème de décentralisation. C'est un problème de déconcentration, on a besoin de remettre des services publics, de la matière grise de services publics dans les villes moyennes parce que c'est un effet, si je puis dire, procyclique. Plus on met des cadres du service public, plus on arrive à attirer des entreprises de taille intermédiaire ou des PME. Plus on arrive à les développer, plus on arrive aussi à créer, eh bien, une société qui se retrouve et à tirer vers le haut les territoires. Que tout se décide à Paris n'est ni efficace ni supportable pour nos concitoyens à tous égards, et nous avons trop souvent, ces dernières années, regardé le numérique comme un moyen d'efficacité qui centralisait la décision. Pas simplement d'ailleurs à Paris, je dois le dire, les réformes des dernières décennies, parfois des dernières années, avaient aussi, ont aussi créé une recentralisation régionale. Lorsqu'on habite une ville moyenne d'un territoire ou d'une région, encore plus quand c'est devenu ce qu'on appelle une grande région. Si le service de l'Etat ou de la collectivité, quand vous habitez à 4 heures de voiture de là, il retourne à Toulouse ou à Paris. C'est le même résultat. On dit souvent d'ailleurs, c'est retourné à Paris. Ce n'est pas vrai, c'est souvent à Toulouse, mais le résultat est le même. Ça n'est plus là, on n'est plus dans notre ville. Or, le numérique nous permet de remettre du service au quotidien parce qu'il libère du temps qui peut se faire à distance pour le compte de la capitale. Beaucoup de nos fonctionnaires vivraient et vivront mieux dans des villes moyennes, à faire le travail sur le territoire et pour le temps qui serait libéré, de le faire pour le compte de la capitale régionale ou des services centraux. C'est ce que nous avons développé maintenant depuis deux ans au sein d'abord du ministère des Finances, du ministère de l'Intérieur et en généralisant les choses et avec un mouvement qui se traduit en actes par le déménagement déjà fait ou en cours d'ores et déjà, de 56 antennes de la Direction générale des finances publiques.

Et je souhaite que le mouvement s'accélère, pas seulement pour les fonctions qu'on appelle les fonctions supports, qui sont totalement nobles et dont nous avons aussi besoin et que nous allons continuer de faire,

mais aussi pour les fonctions de direction. Et la crise l'a montré. Nous devons réaménager notre espace et sortir de nos habitudes. On ne peut pas dire : « Le télétravail n'est pas fait pour les gens qui décident ». Ils l'ont fait pendant toute la crise. Qu'est-ce qui donc empêche de faire du télétravail pour des services qui ont peut-être besoin de se voir tous les 15 jours ? Rien. Peuvent donc être projetés dans des villes moyennes à travers le territoire, fonctionner en réseau avec les moyens contemporains. Nous avons aussi à retrouver de l'innovation dans notre organisation collective, celle de l'Etat comme des grandes collectivités. C'est ce que nous avons commencé à faire et c'est ce que j'ai demandé au Gouvernement d'accélérer.

Voilà, mesdames et messieurs, vous l'avez compris, le programme Action cœur de ville est pour moi plus encore qu'une réussite. Il est un modèle de l'action publique d'aujourd'hui et de demain. Pourquoi ? J'en félicite les auteurs et les acteurs que vous êtes. Je le disais il y a quelques jours à Marseille en parlant d'innovation que nous allions faire. Je crois à cette méthode pragmatique. Ne pas chercher à régler pour un pays de plus de 68 millions d'habitants, tous les problèmes par des lois qui auraient vocation à s'appliquer de la même manière sur tout le territoire. Parce que notre République est une et indivisible, mais elle est aussi diverse, plurielle, avec des défis profondément différents. Et donc, soyons pragmatiques comme vous l'avez été. Et donc, je souhaite ainsi que nous puissions accompagner cette aspiration profonde qui réconcilie le social, l'écologique et l'économique et ce projet humain qui permet justement de construire l'intérêt général. Ce que vous avez fait dans 222 territoires, 234 villes, je pense qu'on peut le faire encore plus loin, plus vite et plus fort, je vous le disais. Ce que nos concitoyens attendent de nous, c'est de la proximité, de l'efficacité et de l'ambition. Ce projet de la donner sans aucune modification institutionnelle, sans même aucune loi : des idées, du pragmatisme et des crédits. C'est ce que nous allons donc continuer de faire sur les quelques axes que je viens d'évoquer parce que votre référence à Braudel était heureuse, madame la présidente. D'abord parce que c'est un grand auteur qui a pensé tout à la fois la France comme la Méditerranée, et parce qu'en convoquant cette référence, vous avez rappelé, la référence en particulier à son très bel ouvrage "L'identité française", que beaucoup des sujets que nous n'avons tendance dans nos débats publics qu'à traiter par les symptômes, s'explique par le sensible l'humain et la vie de nos compatriotes. Nos compatriotes ne veulent pas justement de grands débats théoriques sur l'identité, en leur expliquant ce que ça devrait être. Ils veulent retrouver le contrôle et la possession de leur vie, de leur ville, de leur paysage, de leur destin, parce que c'est ainsi qu'on bâtit chacun notre identité, ni plus ni moins. Et il ne faut pas dénaturer le beau projet républicain, c'est celui-ci au fond.

Vous avez fait Nation et fait République, alors, nous allons continuer de le faire.

Merci pour cela.

Vive la République, et vive la France !